

PREMIER MAI

# Environ 2500 personnes défilent dans la rue à Genève

La Journée revendicative des travailleuses et des travailleurs a été très hétéroclite. L'assurance-maternité était en tête du défilé, mais elle n'était pas seule.

Les femmes et les enfants d'abord. C'était, légèrement parodié, le leitmotiv des organisateurs genevois de la «Journée revendicative des travailleuses et des travailleurs du 1<sup>er</sup> Mai 1998». Ceux-ci avaient en effet placé au centre des revendications l'assurance-maternité. Qualifiée sur un des calicots de «plus vieux fœtus du monde», elle attend toujours, cinquante-trois ans après son existence constitutionnelle, une naissance réelle. Environ 2500 personnes ont répondu à l'appel. C'est moins que prévu, d'autant que les sujets ratissaient large.

Car, c'est désormais un fait acquis, la fête des travailleuses et des travailleurs n'est plus ce qu'elle était. Désormais, tout ce qui mérite d'être crié sur la place publique doit l'être: les assurances sociales, la lutte contre le néolibéralisme, la solidarité avec les peuples opprimés et ainsi de suite. L'effet sur la manif d'hier était parfois cocasse. Ainsi, une affiche placardée sur le bus de la Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie demandait: «C'est quand la reprise économique?» Un peu plus loin, une immense banderole de l'Action mondiale des peuples rappelait combien ce mouvement combat le système économique actuel. Bref, l'exemple résume bien le côté hétéroclite d'un défilé qui s'étirait en longueur d'autant plus facilement que de vastes trous séparaient les différents groupes. Mais reprenons.

**NON AU «MAMMOUTH»**

En tête du cortège, les femmes et les poussettes, venues revendiquer, avec la conseillère fédérale Ruth Dreifuss, l'assurance-maternité, se sont fait voler la politesse par une cinquantaine de jeunes. Drapeaux rouges au vent, ils étaient là pour déclarer tout leur mépris vis-à-vis de l'Organisation mondiale du commerce. Et se faire entendre, une fois arrivés aux Bastions (lire ci-dessous).



Hétéroclite, la manifestation d'hier a parfois pris des allures cocasses. Keystone

Il n'empêche, les «ra-l-biberon» et les «ras-les-Pampers» au milieu d'une cohorte de 200 personnes ne manquaient pas d'humour. Derrière, les syndicats et les partis de gauche suivaient en bon ordre. Chacun avec son cahier de doléances. Le Syndicat interprofessionnel des travailleuses et des travailleurs, de loin le plus copieusement garni, avait essentiellement mis son action sur la votation du 7 juin prochain sur le Réseau hospitalo-universitaire lémanique. Un «Mammouth» qui ne trouve pas grâce aux yeux syndicaux.

Marchant pratiquement côte à côte, la Fédération chrétienne des travailleurs de la construction et le Syndicat industrie et bâtiment rappelaient la douloureuse liquidation de l'entreprise Ambrosetti. Quant à Actions-Unia, il

arborait une seule banderole, en forme de protestation contre la fusion SBS-UBS et les 13000 suppressions d'emploi qui en découlent.

Au cœur de l'actualité également, une forte délégation d'Albanais de la Kosove et des représentants de l'Action parrainage de requérants d'asile. A ce titre, la présence, à quelques encablures, de trois conseillers d'Etat, l'écologiste Robert Cramer et les deux socialistes Micheline Calmy-Rey et Laurent Moutinot, a sans doute dû provoquer quelques excès de colère dans les rangs. Le Gouvernement genevois ne vient-il pas de se conformer aux directives fédérales en matière de renvoi des Bosniaques sans qu'aucun de ses membres ne clame son désaccord?

MARCO GREGORI

PRESSE

## La Feuille de Trèfle met des journalistes sur le gril

Le périodique «des gens en rade» analyse les rapports entre les médias et les pouvoirs économiques.

La presse et les médias à la botte de l'économie? Cette question fait l'objet d'un dossier fort intéressant dans la dernière livraison de *La Feuille de Trèfle*, sous-titrée «le journal de Genève des gens en rade». Salon du livre oblige, les rédacteurs bénévoles du périodique genevois vendu dans la rue ont interrogé une demi-douzaine de journalistes du canton sur la situation de la presse en Suisse et l'évolution du métier. Le dossier est complété par des contributions maison. Morceaux choisis.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les journalistes contactés portent un regard très critique sur le rôle des médias et leur devenir. Dénonçant la superficialité ambiante, Massimo Lorenzi, de la TSR, regrette l'appauvrissement du paysage médiatique romand. S'achemine-t-on vers la fin de la liberté et de la pluralité? «Cette question, il faudrait la poser à ceux qui possèdent les journaux parce qu'ils ont le pouvoir financier entre leurs mains», rétorque le présentateur du «TJ soir». «Pour ma part, je suis simplement journaliste et je crois encore à ce que je fais parce que j'ai un profond respect du public auquel je m'adresse», conclut-il. De son côté, Arthur Grosjean, rédacteur à la *Tribune de Genève*, dénonce la disparition du journalisme d'investigation: «On préfère un journalisme épileptique réagissant aux moindres soubresauts de l'actualité.» Moins pessimiste toutefois que ses collègues, Arthur Grosjean ne voit pas une rime systématique entre liberté de la presse et pluralité de la presse. «Lorsque *La Suisse* existait et concurrençait la *Tribune*, certains annonceurs faisaient pression sur les deux journaux pour obtenir des avantages rédactionnels. Avec menace de retirer la publicité au récalcitrant. Un grand groupe comme Edipresse limite fortement ce type de pressions», analyse Arthur Grosjean, tout en admettant que la médaille possède son revers...